



2024 Forum mondial contre la corruption et pour l'intégrité

26 - 27 mars 2024

Sessions des partenaires de la connaissance

Mardi 26 mars

09.30 - 11.00 Aborder les risques de gouvernance et de corruption dans le développement des infrastructures par l'action collective. Présenté par Basel Governance

Les infrastructures sont essentielles au développement durable : des infrastructures de qualité attirent les investissements, créent des emplois et relient les communautés, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration du niveau de vie. Des infrastructures durables et inclusives jouent également un rôle essentiel pour relever les défis environnementaux et répondre au changement climatique. Cependant, la corruption dans ce secteur vital constitue une menace importante, entravant les progrès vers le développement, érodant la confiance du public et, dans certains cas, permettant de graves violations des droits de l'homme et de l'environnement. Ce panel explorera le rôle que les approches d'action collective, réunissant les secteurs public et privé et la société civile, peuvent jouer dans la protection des infrastructures contre les risques de corruption et dans l'amélioration de la transparence et de la responsabilité.

11.00 - 11.30 Pause-café

11.30 - 13.00 Combler les lacunes de la criminalité financière : Pourquoi les efforts actuels pour dissuader les facilitateurs ne sont pas suffisants, et que faire à ce sujet ? Présenté par Transparency International

Alors que nous célébrons le 25e anniversaire de la Convention sur la lutte contre la corruption et que nous débattons des mesures à prendre pour sa mise en œuvre effective, il est opportun de mettre l'accent sur le rôle des facilitateurs dans la facilitation de la corruption et de la criminalité financière. Les professionnels tels que les comptables, les avocats et les agents immobiliers devraient jouer un rôle crucial dans la détection des flux financiers illicites. Les gouvernements ont déployé diverses stratégies pour s'attaquer à ce problème complexe, avec un succès variable. Cette session apportera de nouvelles preuves sur le rôle des facilitateurs dans la facilitation de la corruption transfrontalière, mettra en lumière les efforts récents pour découvrir les failles systémiques, et débattrà des réformes nécessaires avec des parties prenantes ayant des mandats et des points de vue différents.

13.00 - 14.30 Pause déjeuner

14.30 - 16.00 Corruption zéro - Transformer l'engagement en résultats. Business at the OECD



Le 1er mars 2024, les Entreprises à l'OCDE ont lancé leur Campagne Zéro Corruption lors d'un événement dédié à Rome. À l'occasion du 25e anniversaire de la Convention anti-corruption de l'OCDE, la campagne vise à susciter un débat sur la manière dont les travaux de l'OCDE en matière de lutte contre la corruption peuvent prendre en compte les tendances émergentes, favoriser l'échange de bonnes pratiques et présenter ce que la communauté mondiale des affaires fait pour lutter contre la corruption. L'événement parallèle au GACIF s'inscrira dans le cadre de cette campagne. Les discussions mettront en lumière les actions entreprises par les milieux d'affaires pour concrétiser les trois principes organisateurs du Manifeste "Zéro corruption" des milieux d'affaires à l'OCDE :

- Changer notre façon de penser la corruption
- Créer des outils utiles et prendre des mesures efficaces
- Agir ensemble au niveau mondial

Chacun de ces principes sera illustré plus en détail dans un discours d'ouverture, une brève interview sur scène ou un débat d'experts. L'accent sera mis sur le principe 2 et en particulier sur la question de la communication non conventionnelle pour lutter contre la corruption, afin de préparer le terrain pour une étude plus approfondie des travaux de l'OCDE dans ce domaine.

16.00 - 16.30 Pause-café

18.00 – 19.30 Réception du Forum

Mercredi 27 mars

9.30 - 11.00 Washington - Tallinn - Atlanta - Paris - Vilnius : Renforcer la coordination des conférences mondiales contre la corruption

Cette session discutera des principaux résultats des récentes conférences anti-corruption organisées par la Banque mondiale, l'OGP et l'ONUDC, ainsi que des principaux objectifs des conférences organisées par l'OCDE et TI. Ce sera également l'occasion de discuter de la nature différente de chacune de ces conférences et d'identifier les moyens de renforcer la coordination entre elles.

11.00 - 11.30 Pause-café

11.30 - 13.00 Après Navalny : Que pouvons-nous faire de plus pour protéger les militants anti-corruption et les journalistes ? Présenté par le CIPE, Centre pour l'entreprise privée internationale

La mort d'Alexei Navalny a mis en lumière les risques extrêmes encourus par les praticiens de la lutte contre la corruption qui se mettent en danger en recherchant la responsabilité, la transparence et les principes démocratiques. À travers les yeux de militants et de journalistes de première ligne, de la Malaisie à Malte, cette table ronde examine la nécessité et les solutions pratiques requises pour protéger les praticiens contre les atteintes à leur intégrité physique. Outre les préoccupations liées aux droits de l'homme et à la liberté d'expression, l'incapacité d'une société à protéger ceux qui disent la vérité a un effet corrosif sur les milieux d'affaires, le climat d'investissement, l'État de droit et la qualité de vie. À l'heure où le monde réfléchit à ces questions après le terrible destin de Navalny, les panélistes donnent un aperçu de la manière la plus efficace de défendre les droits des activistes et des journalistes à faire un travail aussi vital.

13.00 - 14.30 Pause déjeuner



14.30 - 16.00 Construire des infrastructures avec intégrité et confiance, présenté par CoST, l'initiative pour la transparence des infrastructures

CoST, l'Initiative pour la transparence des infrastructures, a été invitée à organiser une session de connaissances lors du Forum mondial de l'OCDE sur l'intégrité et la lutte anti-corruption, le mercredi 27 mars 2024. CoST est un partenaire du projet "Mobiliser le secteur privé en tant que partenaire dans la lutte anti-corruption" (GPS) et travaille en étroite collaboration avec l'OCDE pour développer et mettre en œuvre la boîte à outils anti-corruption pour les infrastructures (I ACT).

Traditionnellement, le rôle des entreprises dans la passation des marchés d'infrastructure était perçu comme conforme aux normes nationales et internationales. Elles étaient considérées comme des agents "passifs" plutôt qu'"actifs". Cette perception était renforcée par le sentiment qu'elles faisaient partie du problème dans l'un des secteurs commerciaux les plus corrompus, plutôt que de faire partie de la solution. En termes simples, les entreprises sont trop souvent considérées comme le "corrupteur" et le secteur public comme le "corrompu". En outre, la construction est une source majeure d'emplois, en particulier dans les pays à revenus faibles et moyens, et elle a un potentiel énorme de création d'emplois et de promotion du développement des entreprises. Cependant, les travailleurs sont trop souvent employés de manière informelle et exposés à des risques d'accidents, de maladies professionnelles, voire de décès, et ces questions sont rarement prises en compte dans une perspective de lutte contre la corruption.

Cette session démontrera comment l'engagement des entreprises dans un dialogue public-privé, un élément clé d'I ACT, peut améliorer l'intégrité des investissements dans les infrastructures, instaurer la confiance, créer des opportunités commerciales et améliorer les moyens de subsistance des

travailleurs de la construction. Nous présenterons des exemples de la Thaïlande, de l'Ouganda et de l'Ukraine qui identifieront une série de risques pour l'intégrité et des exemples de mesures utilisées pour galvaniser le secteur privé en tant que partenaire dans la lutte contre la corruption et l'inefficacité.



16.00 - 16.15 Pause-café

16.30 – 17.30 Genre et intégrité des entreprises : est-il temps d'aligner les deux agendas ?

Présenté par UNDOC - UNGC

Il a été constaté que les efforts conscients visant à renforcer l'inclusion, la diversité et l'égalité des sexes sur le lieu de travail améliorent l'intégrité des entreprises de diverses manières, notamment en réduisant les cas de mauvaise conduite et en renforçant les structures de gouvernance. L'inverse est également vrai : une intégrité, une transparence et une responsabilité accrues dans le secteur privé favorisent souvent l'inclusion, la diversité et l'égalité des sexes sur le lieu de travail. Néanmoins, les dimensions sexospécifiques de l'intégrité des entreprises restent insuffisamment comprises et sont rarement intégrées dans les cadres de conformité des entreprises. Alors, comment les responsables de la conformité et de l'intégrité peuvent-ils intégrer une perspective de genre dans leur travail ? Et comment l'intégrité peut-elle contribuer à favoriser une culture d'entreprise saine qui réduise le harcèlement et favorise le bien-être mental sur le lieu de travail ? Cette session examinera le pouvoir de l'égalité des sexes, de la diversité et de l'inclusion - en particulier parmi les chefs d'entreprise - pour renforcer la gouvernance d'entreprise et favoriser une culture de l'intégrité au-delà de la conformité.